Avis sur le secteur postal

- Avis du 15 avril 2003 : Avant-projet de loi relatif à la transposition de la Directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service, modifiée par la Directive 2002/39/CE du 10 juin 2002, modifiant le code des postes et télécommunications et portant création d'une autorité de régulation pour le secteur postal).

- Avis du 12 novembre 2003 : Projet de contrat de performances et de convergences entre La Poste et l'Etat pour les années 2003 à 2007.

- Avis du 15 juin 2005 : Projet de décret prévu en application de l'article 16 de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales.

- Avis du 7 mars 2006 : Deux projets de décrets pris en application de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales concernant les caractéristiques de l'offre de service universel et la contribution de La Poste à l'aménagement du territoire.

- Avis du 7 mars 2006 : Deux projets de décrets pris en application de l'article 16 de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales.

- Avis du 10 mai 2006 : Deux projets de décrets pris en applications de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales concernant les envois recommandés utilisés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles et les modalités d'indemnisation des utilisateurs en cas de mise en œuvre de la responsabilité des prestataires de services postaux entrant dans le cham du service universel.

- Avis du 11 octobre 2006 : Deux projets de décrets prise en application de la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales concernant le fonds postal national de péréquation territoriale et les commissions départementales de présence postale territoriale.

- Avis du 14 mars 2007 : Projet de décret pris en application de l'article L. 5-10 du CPCE et fixant les modalités d'accès aux boîtes aux lettres particulières du service universel et les titulaires de l'autorisation prévue à l'article L. 3 du même code.

- Avis du 24 octobre 2007 : Projet de contrat de présence postale territoriale 2008-2010 entre l'Etat, l'Association des Maires de France et La Poste.

- Avis du 26 mars 2008 : Projet d'arrêté relatif aux objectifs de qualité de service fixés à La Poste au titre de l'offre de service universel que La Poste est tenue d'assurer en application de l'article L. 2 du CPCE.

- Avis du 16 avril 2008 : Contrat de service public entre La Poste et l'Etat 2008-2012.

- Avis du 31 mars 2009 : Projet d'arrêté relative aux objectifs de qualité de service fixés à La Poste, pour l'année 2009, au titre de l'offre de service universel que La Poste est tenue d'assurer en application de l'article L. 2 du CPCE.

- Avis du 8 juillet 2009 : Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales.